

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

CABINET CIVIL

CELLULE DE COMMUNICATION



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Peace - Work - Fatherland

CABINET CIVIL

COMMUNICATION UNIT



**Le Président de la République, S.E. Paul BIYA,
à la 38^{ème} Session de la Conférence Générale
et au 70^{ème} Anniversaire de l'UNESCO**

Paris, 16-18 novembre 2015

CAMEROUN - UNESCO

Une coopération riche et amicale



DISCOURS DU PRESIDENT PAUL BIYA DEVANT LA 34^{EME} CONFERENCE GENERALE DE L'UNESCO

Paris, 23 octobre 2007

**Monsieur le Président de la Conférence
générale de l'UNESCO,
Monsieur le Président du Conseil
exécutif,
Monsieur le Directeur Général,
Mesdames et Messieurs les Chefs de
délégation,
Mesdames et Messieurs les Délégués,
Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais tout d'abord vous dire combien je suis heureux de me trouver parmi vous, dans cette prestigieuse enceinte, en réponse à l'aimable invitation qu'à bien voulu m'adresser M. Koïchiro Matsuura. Je suis très sensible à votre accueil très cordial, aux propos aimables du Président de la conférence tenus à mon endroit et à l'honneur qui m'est fait de m'adresser, pour la première fois, à votre éminente assemblée à l'occasion de la 34^{ème} Conférence générale de notre organisation.

Le Cameroun et l'UNESCO entretiennent une coopération fructueuse et exemplaire. Ma présence ici en est l'expression en même temps qu'elle témoigne de l'intérêt que nous portons à une organisation dont les buts, les actions et les réalisations sont entièrement en

phase avec les aspirations profondes de tous nos peuples. Au lendemain du deuxième conflit mondial, les pays fondateurs de l'UNESCO lui ont assigné l'exaltante mission de conjurer la guerre dans l'esprit des hommes et entre les nations. Pour ce faire, il lui était demandé de promouvoir la science qui permet aux hommes de mieux comprendre le monde, l'éducation qui leur donne accès à la connaissance et enfin la culture qui est source d'épanouissement et de communion.

Depuis sa création, l'UNESCO, grâce à la détermination des dirigeants qui se sont succédé à sa tête et malgré les difficultés de la conjoncture, s'est acquitté à la satisfaction générale des missions qui lui avaient été confiées. À ce point, je souhaite rendre hommage à toutes celles et tous ceux qui, à un moment ou un autre, auront joué un rôle essentiel dans la promotion et l'accomplissement de ces nobles missions. Je pense en particulier à M. Koïchiro Matsuura pour les efforts qu'il a déployés au service de l'universalité de l'UNESCO et pour son rôle dans la conduite heureuse des réformes de notre organisation. Dans un monde en mutation du fait de la globalisation

des échanges, l'UNESCO qui célèbre son 61ème anniversaire cette année, conserve toute son autorité sur le plan de ses responsabilités fondamentales. Elle reste le garant des principes et valeurs d'universalité, de justice, de respect des droits humains et de tolérance qui constituent le meilleur cadre possible pour le dialogue entre les cultures.

Mesdames, Messieurs,

Le sommet mondial de 2005 l'avait souligné à juste titre, notre monde est aujourd'hui confronté à de nombreux défis qui menacent sa stabilité, voire son existence. L'exposition qu'organise l'UNESCO sur ce thème, nous rappelle cette inquiétante réalité. En effet, les cataclysmes naturels, le réchauffement climatique, les grandes pandémies, la pauvreté, sans oublier la guerre et le terrorisme sont parmi les plus graves dangers qui guettent l'humanité. Notre devoir est de nous attaquer avec détermination à ces fléaux pour préserver notre patrimoine commun du désastre car, nous devons à tout prix sauvegarder notre planète, tant pour les générations présentes que pour les générations futures.

Les pays en développement de manière générale, les États insulaires et côtiers, notamment en Afrique, sont particulièrement exposés à ces menaces. Ils méritent pour cela une attention particulière de la part de notre organisation qui se doit de leur manifester sa solidarité en raison des handicaps que constituent pour leur développement l'inégalité des termes de l'échange et le poids de l'endettement. Cette solidarité

doit pouvoir se manifester sur tous les plans notamment, politique, économique, social et culturel. Elle ne doit pas se limiter à l'expression de bonnes intentions, à des catalogues de résolutions ou d'engagements individuels et collectifs dont la mise en œuvre est sans cesse différée. Elle doit être effective, se traduire par des actes et des faits significatifs, qui soient véritablement en mesure de répondre aux besoins et aux attentes des pays du Sud qui sont encore, nous le savons, énormes.

Nous sommes nombreux à penser que c'est beaucoup moins un problème de moyens qu'une question de volonté politique dans un monde de plus en plus globalisé. Car nous avons tous conscience, au travers des merveilles de la science et de la technique comme au regard des menaces en tous genres auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés, en l'occurrence, la menace écologique, de notre communauté de destin. Si donc les défis nous sont communs, si les risques encourus sont partagés, alors les solutions doivent être collectivement assumées et appellent une solidarité internationale renforcée. C'est pour cela que lors du Sommet du Millénaire qui s'est tenu dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, occasion qui nous a été donnée de faire le bilan du 20ème siècle, mais aussi de poser les jalons d'un nouveau millénaire de paix et de progrès pour tous, j'avais proposé que soit ouvert un chantier de réflexion et d'action sur l'éthique de la mondialisation. Face à ce processus irréversible, il me paraissait urgent, en effet, que la communauté internationale réfléchisse aux voies

et moyens d'y faire participer tous les pays, y compris surtout, les pays du Sud qui couraient le risque d'être marginalisés et fragilisés, et donc de s'appauvrir davantage.

Pour tout dire, il me semblait urgent que tout soit mis en œuvre pour que nos pays du Sud aient toute leur place dans ce monde globalisé en pleine mutation et puissent en tirer tout le profit possible, afin de contenir à défaut de réduire l'écart sans cesse croissant entre pays riches et pays pauvres. Car à bien y regarder, de nombreux pays dits pauvres, ne sont pas foncièrement pauvres, on peut même dire qu'ils sont potentiellement riches. Ils ont simplement besoin de soutiens multiformes et conséquents à leurs propres efforts tels une juste rémunération de leurs produits, le transfert de technologies pertinentes, une aide financière accrue au développement, des flux de capitaux pour des investissements productifs afin de créer et de conforter les bases et les conditions qui permettent d'avancer vers le progrès et le développement.

Face à la mondialisation et ses multiples défis, il nous faut donc inventer et promouvoir une éthique de solidarité partagée qui n'est rien moins qu'une leçon de l'histoire, une exigence de l'actualité, une obligation à l'égard de l'avenir. Le Cameroun pour sa part n'a cessé de souligner que, seule une volonté politique affirmée peut permettre de briser le cercle infernal du sous-développement et de l'extrême pauvreté. Les pays avancés ont, me semble-t-il, à cet égard une responsabilité particulière qu'ils se sont engagés à assumer au sein de

diverses instances internationales comme le G8, la Banque Mondiale, le FMI, et l'OMC.

Je me félicite bien entendu de ce que d'importants engagements aient été tenus pour une bonne part, permettant à bon nombre de pays, dont le mien, de bénéficier de concours appréciables nécessaires au financement de programmes socio-éducatifs et de santé qui vont dans le sens de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Permettez-moi de saisir l'occasion que m'offre votre tribune pour renouveler les sincères remerciements de mon gouvernement à nos divers partenaires bilatéraux et multilatéraux pour l'appui et l'accompagnement qu'ils ont bien voulu nous accorder pendant ces moments difficiles.

Mais, force est de reconnaître que beaucoup reste encore à faire pour parvenir aux objectifs fixés en l'an 2000 par les Nations Unies en vue d'éradiquer la pauvreté, l'ignorance et les pandémies qui entravent sérieusement l'amélioration des conditions de vie de tant d'êtres humains dans plusieurs régions du monde. En tant que dépositaire des valeurs de justice et d'équité, l'UNESCO doit continuer à s'affirmer comme la conscience de la communauté internationale au service de la solidarité entre le Nord et le Sud. Je me réjouis de constater que l'ordre du jour de cette 34ème Session de la Conférence Générale s'inscrit en droite ligne de ces préoccupations.

**Monsieur le Président du Conseil
exécutif,
Mesdames, Messieurs,**

Je sais avec quel sérieux, votre Conseil dont le Cameroun a assuré la Vice-présidence pour l'Afrique, a travaillé depuis quatre ans pour élaborer la stratégie à moyen terme pour la période 2008-2013 et le budget du biennium 2008-2009.

Je note avec satisfaction que cette stratégie et ce budget continuent d'accorder la priorité à l'Afrique. L'occasion m'est donc donnée de remercier tous les États membres pour leur constante sollicitude à l'égard de notre continent qui a bénéficié d'un soutien constant de l'UNESCO notamment à travers sa contribution à la lutte pour le développement durable. Au demeurant, le programme «Priorité Afrique» est une bonne illustration de l'attention que notre organisation porte au continent africain. Bien que beaucoup d'actions qui concourent à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement aient été menées, force est de constater que les moyens affectés à « Priorité Afrique » se sont révélés insuffisants. Pour y remédier, il serait sans doute bon que des fonds extrabudgétaires soient recherchés pour permettre à l'UNESCO de poursuivre avec succès ce programme adopté par la 25ème Session de notre Conférence en 1989 et qui va bientôt célébrer son vingtième anniversaire. Le moment est peut être donc venu de procéder à une évaluation de ce programme.

Dans cet esprit, il me paraît que la coopération entre l'UNESCO et

l'Union Africaine est plus que jamais indispensable pour la prise en compte des besoins spécifiques du continent. Les accords de coopération signés avec les organisations régionales africaines telles que la CEMAC dont le Cameroun est membre, l'UEMOA, la COMESA, la SADC, offrent aussi un cadre adéquat à cette volonté de l'UNESCO et de l'Afrique de travailler en étroite collaboration.

C'est ainsi qu'une résolution concernant la mise en œuvre des décisions du Sommet de l'Union Africaine de Khartoum de janvier 2007 sur la science, la technologie et le développement durable sera soumise à l'adoption de cette assemblée. Je souhaite qu'elle puisse bénéficier du soutien de tous les États Membres. Permettez-moi de saisir cette occasion pour dire mon appréciation au Groupe africain pour le rôle efficace qu'il a joué dans la prise en compte de la situation particulière du continent.

Mesdames, Messieurs,

Le Cameroun, mon pays, a adhéré, dès l'aube de son indépendance, à l'UNESCO et partant à ses idéaux. Il reste profondément attaché à la coopération qu'il entretient avec notre organisation dans ses domaines de compétence, à savoir l'éducation, la science, la culture et la communication.

Le système éducatif camerounais dans son ensemble porte l'empreinte de l'UNESCO. Une de ses actions au Cameroun qui a fait date reste l'appui qu'elle a apporté à la création de l'École normale supérieure de Yaoundé en 1961. Depuis lors, la

L'UNESCO n'a cessé de s'intensifier. Avec le soutien du Bureau UNESCO de Yaoundé dont je me dois de relever la compétence, divers projets de portée nationale ou sous-régionale ont été réalisés. Je citerai, à titre d'exemples dans le domaine de l'éducation, le renforcement des capacités de pilotage du système éducatif et l'éducation préventive au VIH/Sida en milieu scolaire.

S'agissant des sciences, l'UNESCO, à travers le projet « Families First Africa » a aidé à la mise en place du Centre International de Recherche « Chantal Biya » pour la prévention et le traitement du VIH/Sida. Je suis heureux d'exprimer ici ma gratitude au Directeur Général de l'UNESCO et à nos partenaires qui, à travers l'allocation de fonds extrabudgétaires, ont permis à ce centre de se développer. Je ne peux également manquer de mentionner la contribution de l'UNESCO à la préservation de la Réserve de faune du Dja classée patrimoine mondial de l'humanité qui figure au premier rang de nos programmes de coopération. S'agissant de la fracture numérique entre les pays en développement et les pays développés, j'estime indispensable que de grands efforts soient faits pour y remédier, si possible avec l'aide de nos partenaires extérieurs. Au Cameroun, beaucoup a déjà été fait dans ce domaine mais beaucoup reste encore à faire en particulier en ce qui concerne la construction d'infrastructures appropriées.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Les Camerounais dans leur ensemble

ont acquis à travers les épreuves et les sacrifices un sens aigu des responsabilités. Ils ont compris que le progrès auquel ils aspirent ne pourrait se réaliser sans qu'un fonctionnement harmonieux de leurs institutions leur garantisse la stabilité et sans que leurs relations avec les pays voisins reposent sur l'entente et l'intérêt mutuels. Le gouvernement de mon pays s'y est employé au cours des dernières décennies. Aujourd'hui, je crois pouvoir dire que le Cameroun a apporté la preuve qu'il était possible, à partir de populations diverses rassemblées par les hasards de l'Histoire, de former une Nation consciente de son unité et de son identité.

Il n'était pas donné d'avance que des peuples, scindés par la colonisation et plongés dans des moules culturels différents, puissent être réunis et construire un avenir commun. Anglophones, d'une part, francophones, d'autre part, sont en train de réaliser une synthèse exemplaire. De ce qui aurait pu être un handicap, ils ont fait un atout; de ce qui était une différence, ils ont fait une richesse.

Pays épris de paix, le Cameroun, est également fier de sa diversité culturelle qu'il a inscrite dans sa Loi fondamentale de 1996. Aussi, avons-nous avec enthousiasme adhéré en août 2006 à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Pour mon pays, qui compte plus de 200 groupes ethniques avec une mosaïque de langues et d'expressions culturelles, cette convention constitue indéniablement une grande avancée dans la conservation et la valorisation

de notre riche patrimoine. Grâce à la tolérance qui caractérise les rapports entre les individus et les groupes, la diversité fait partie aujourd'hui de l'identité culturelle camerounaise. De ce point de vue, mon pays s'honore d'être à la pointe du dialogue entre les cultures.

En effet, nous avons toujours pensé que la culture, au sens le plus large du terme, est le meilleur antidote contre la désunion et la violence. Les cultures, dont nous sommes les héritiers, sont toutes ou presque le résultat d'un syncrétisme entre de multiples influences. Les grandes civilisations de l'Extrême-Orient, de l'Asie du Sud, du Moyen-Orient et de la Méditerranée illustrent bien cette réalité. Même l'Afrique, si longtemps déchirée et cloisonnée, a été le théâtre de fructueux contacts entre diverses cultures. Pour ces raisons, je ne crois pas au choc des civilisations mais bien plutôt au dialogue des cultures, condition indispensable à l'avènement d'un nouvel ordre international juste et solidaire. Car c'est notre conviction que toutes les cultures recèlent et secrètent des valeurs positives qu'il convient d'explorer et de promouvoir au bénéfice de

toute l'humanité. Méconnaître ces valeurs spécifiques, c'est faire le lit des préjugés, des malentendus et des intolérances, générateurs de divisions et de conflits. En revanche, les promouvoir et les rendre accessibles à tous, c'est créer autant d'affinités et de ponts entre les hommes et entre les nations, qui favoriseront la compréhension, la considération et la coexistence mutuelles, et partant, la paix dans le monde.

Mesdames, Messieurs,

Les États membres ont confié à l'UNESCO des responsabilités et des missions vitales pour l'avenir de l'Humanité. Notre Organisation s'en est toujours acquittée avec la plus grande compétence. Aujourd'hui, l'UNESCO se trouve à la croisée des chemins en raison de l'augmentation des attentes de nos peuples et de la stagnation de ses ressources. Elle mérite que, tous ensemble, nous lui apportions un soutien accru afin de lui permettre de remplir efficacement sa mission.

Je vous remercie de votre attention.



ETAT DE LA COOPERATION CAMEROUN-UNESCO

Le Cameroun a adhéré aux idéaux de l'UNESCO le 11 novembre 1960. Depuis lors, il s'est établi une coopération très fructueuse au niveau politique et institutionnel ainsi dans les différents domaines de compétence de l'UNESCO (éducation, culture, communication, information).

Les temps de forts de la coopération au plan politique et institutionnel

Tous les Directeurs Généraux successifs de l'UNESCO ont effectué des visites officielles au Cameroun. MM. Amadou Mathar M'bow (23-29 juillet 1980) ; Federico Mayor Zaragoza (30-31 janvier - 1^{er} février 1991) ; Koïchiro Matsuura (17-19 janvier 2004 et 9-10 janvier 2009) ; Mme Irina Bokova, l'actuelle Directrice Générale du 15-16 septembre 2014.

Côté camerounais, le Président de la République, S.E. Paul BIYA, a effectué la première visite officielle d'un Chef d'Etat camerounais au siège de l'UNESCO à Paris, le 23 octobre 2007, pour prendre part à la 34^{ème} session de la Conférence Générale. Cette visite a contribué au renforcement des relations entre l'UNESCO et le Cameroun.

En février 2013, le Chef de l'Etat, en visite de travail en France, a accordé une audience à Mme Irina Bokova, Directrice Générale. Elle avait annoncé à cette occasion l'ouverture du Bureau Sous-régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale à Yaoundé. L'ouverture de ce Bureau est effective.

La coopération entre le Cameroun et l'UNESCO est également soutenue par l'action de la Première Dame, Mme Chantal BIYA, nommée le 14 novembre 2008, Ambassadrice de Bonne Volonté de l'UNESCO pour l'Education et l'Inclusion

des personnes vulnérables et des minorités et de sa contribution à la promotion des idéaux de cette organisation.

Contributions financières du Cameroun à l'UNESCO

Le Cameroun met un point d'honneur à s'acquitter à temps de ses obligations financières auprès de l'UNESCO en libérant ses contributions au budget ordinaire de l'Organisation et en participant souvent aux contributions volontaires.

En 2011, le Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA, a débloqué une contribution spéciale de plus 300 000 dollars US, soit environ 150 millions de FCFA au Fonds Spécial d'Urgence créé par la Directrice Générale à la suite de la suspension des contributions des USA et d'Israël. Le Cameroun a également débloqué des fonds en vue de la réfection de la salle du Conseil Exécutif de l'UNESCO.

Les structures de l'UNESCO au Cameroun

► Le Bureau Sous-régional Multisectoriel pour l'Afrique Centrale

Après avoir longtemps abrité le Bureau Multi-pays couvrant la RCA et le Tchad, le Cameroun a bénéficié de la transformation de celui-ci en Bureau Sous-régional Multisectoriel pour l'Afrique Centrale étendu aux dix pays suivants : Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, RDC, Sao Tomé et Príncipe, RCA, Tchad.

► Les Chaires UNESCO

Il en existe trois au Cameroun : la Chaire UNESCO en Education (2008) à l'Université de Buea ; la Chaire UNESCO en Enseignement de droit à la propriété intellectuelle (2004) à l'Université de Yaoundé II ; la Chaire UNESCO-NATUA en Economie Agricole et Réformes des Politiques (1992) à l'Université de Dschang.

Les programmes de l'UNESCO au Cameroun

La coopération entre le Cameroun et l'UNESCO se déploie dans tous les secteurs de compétence de cette institution. Ce qui laisse entrevoir la vitalité de la relation avec cette institution, comme l'a souligné Mme Bokova lors sa visite au Cameroun en septembre 2014. Outre la participation aux rencontres internationales, le Cameroun expérimente cette coopération à travers des projets multiples.

a) L'éducation

La coopération dans ce secteur est ancienne et riche. Le Cameroun bénéficie de l'engagement de l'UNESCO à travers l'assistance technique aux projets tels que l'Education Pour Tous (EPT), avec une priorité pour l'éducation de base, l'alphabétisation, la formation des enseignants aussi bien du primaire que du secondaire avec un accent particulier sur les groupes marginalisés tels que les pygmées.

L'appui de l'UNESCO se manifeste également dans l'enseignement supérieur, la recherche, à travers l'octroi des bourses, la construction des infrastructures, l'organisation des séminaires, etc.

Projets réalisés par l'UNESCO

- Le projet phare de l'UNESCO au Cameroun, réalisé en association avec d'autres partenaires, est la création en 1961, de l'Ecole Normale Supérieure (ENS) de Yaoundé. Une institution que Mme Bokova a visitée lors de sa visite officielle en septembre 2014.

- Le développement et la vulgarisation de l'outil informatique dans les écoles, la formation des formateurs, le soutien à la politique du Gouvernement de contractualisation des enseignants vacataires, le soutien au volet politique environnementale à travers le projet de désertification dans le grand Nord.

- L'accroissement de l'offre de formation par la mise en place des universités virtuelles à vocation nationale et sous-régionale et

- Les appuis divers à plusieurs programmes et projets dans le domaine de l'éducation.

b) Les sciences exactes et naturelles

L'UNESCO a contribué au projet « Politique scientifique au Cameroun » dont l'objectif était la formulation des priorités de recherche en relation avec le plan de développement économique et social du Cameroun.

L'UNESCO apporte aussi un soutien à de nombreux projets scientifiques tels que la mise en place du laboratoire virtuel de l'Université de Yaoundé I sur les lacs en voie d'assèchement, l'élaboration d'un plan d'aménagement de la réserve du Dja, la promotion de l'énergie solaire en collaboration avec la Fondation Chantal BIYA, etc.

c) Les sciences humaines et sociales

Le Cameroun a bénéficié notamment d'un appui de l'UNESCO pour la publication en 2007 d'un manuel intitulé « Manuel de vulgarisation de l'approche genre ».

Il bénéficie aussi de trois projets dans le cadre du fonds pour l'élimination du dopage dans le sport. D'autres projets conçus dans le cadre des sciences humaines et sociales attendent l'appui de l'UNESCO.

d) La culture

L'UNESCO participe à la valorisation du patrimoine naturel et culturel de notre pays. Les actions les marquantes sont :

➤ **L'inscription dans la liste du Patrimoine Mondial de la Réserve de faune du Dja, le 11 décembre 1987 et en 2012 de la Réserve Tri- Sangha, site partagé avec le Congo et la RCA.**

L'inscription d'un site au Patrimoine Mondial entraîne de nombreuses obligations et nécessite un suivi régulier pour éviter que le Bien inscrit ne soit classé sur la liste du patrimoine en péril. Le Tri- Sangha connaît quelques difficultés en raison de l'instabilité en RCA.

La situation de la Réserve du Dja

Créée en 1950, la Réserve de faune du Dja fait partie intégrante des forêts denses humides qui constituent le bassin du Congo. Cette réserve, encerclée par le fleuve Dja, est surtout remarquable pour sa biodiversité et pour la grande variété des primates qui y vivent. D'une superficie d'environ 526 000 hectares, la Réserve du Dja est l'habitat naturel de très nombreuses espèces animales et végétales dont plusieurs sont menacées.

Le Cameroun a bénéficié d'un financement d'environ 300 000 dollars US (environ 150 millions de FCFA) en janvier 2013 de la Fondation Franz Weber, pour contribuer à la mise en œuvre des recommandations du Comité du Patrimoine Mondial relatives à la préservation de la biodiversité de ce Bien.

La dernière session de ce Comité, tenue à Bonn (Allemagne) en juillet 2015, a accueilli favorablement les efforts déployés par le Gouvernement camerounais en vue de sécuriser la Réserve du Dja ainsi que les garanties de progresser dans le suivi des recommandations. Toutefois, la Réserve du Dja reste toujours susceptible d'être inscrite sur la liste du patrimoine en péril. Le Cameroun a obtenu un moratoire supplémentaire d'une année pour l'éviter.

Le Comité du Patrimoine Mondial demande notamment, sur la base des recommandations formulées de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), l'annulation des permis d'exploration et d'exploitation minière autour de la réserve ; l'intensification de la lutte contre le braconnage ; la mise à disposition des informations sur les plans de gestion environnementale et sociale du barrage de Mekin et la plantation industrielle Sud Cameroun Hévéa.

Le Cameroun devra soumettre au 1er décembre 2016, un rapport sur l'état de conservation de cette réserve.

➤ Création ou financement par l'UNESCO de 29 radiodiffusions communautaires au Cameroun.

C'est au début des années 1980, avec le déploiement du Programme International

du Développement de la Communication (PIDC) de l'UNESCO, dont l'initiateur et tout premier Directeur est le Camerounais Claude Ondobo Ndzana, de regrettée mémoire, que les radios communautaires créées et promues par l'UNESCO connaissent leur essor. Elles sont alors une quinzaine.

Répartition actuelle des radios communautaires de l'UNESCO par région :

Adamaoua 01 radio ; Centre 07 radios ; Est 02 radios ; Extrême-Nord 03 radios ; Littoral 02 radios ; Nord 01 radio ; Nord-Ouest 03 radios ; Ouest 04 radios ; Sud 04 radios ; Sud-Ouest 02 radios.

Mme Irina Bokova, une grande amie du Cameroun.

Première femme élue Directrice Générale de l'UNESCO en 2009, Mme Irina Bokova a été réélue en 2013, grâce aussi au soutien du Cameroun.

La Directrice Générale de l'UNESCO apprécie très positivement le Cameroun pour sa politique de paix et de stabilité sous la conduite du Président de la République, S.E. Paul BIYA.

Elle est aussi très admirative de l'action de la Première Dame, Mme Chantal BIYA, en faveur de la jeune fille et des couches sociales vulnérables.

Manifestations de l'attachement de la Directrice Générale de l'UNESCO au Cameroun :

■ La visite officielle, du 15 au 16 septembre 2014, au Cameroun à l'invitation du Chef de l'Etat.

■ L'ouverture à Yaoundé du siège du Bureau sous-régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale, l'un des cinq Bureaux Sous-régionaux ouverts en Afrique dans le cadre de la politique de décentralisation engagée par Mme Bokova.

■ Processus en cours visant à faire du Cameroun un Pôle d'Excellence du Développement des Sciences pour la Sous-région ;

■ Renforcement des activités de la Commission Nationale pour l'UNESCO afin d'en faire un vecteur de développement et de proximité avec les populations en vue d'une meilleure lisibilité de la politique de l'UNESCO au Cameroun.



DISCOURS DE LA DIRECTRICE GENERALE DE L'UNESCO IRINA BOKOVA A L'OCCASION DU DEJEUNER OFFICIEL ORGANISE PAR LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Yaoundé, le 16 septembre 2014

**Monsieur le Président de la République,
M. Paul Biya,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Madame la première dame,
Ambassadrice de bonne volonté de
l'UNESCO, Chantal Biya,
Mesdames et Messieurs, chers amis,**

Permettez-moi de saisir l'opportunité de transmettre à travers vous, Monsieur le président de la République, ma sincère gratitude à tout le peuple camerounais pour l'accueil si chaleureux qui nous a été réservé depuis notre arrivée au Cameroun, Terre de toutes les convergences, de toutes les beautés, de tous les défis de l'Afrique.

Et permettez-moi de dire à quel point je suis profondément touchée, surprise et émue, pour la distinction de Grand Officier de l'Ordre de la Valeur, que vous venez de m'accorder. C'est une reconnaissance de la relation entre l'UNESCO et le Cameroun, qui me responsabilise encore davantage, dans tout ce que nous avons à construire.

« Qui ne peut visiter toute l'Afrique peut se satisfaire du Cameroun » dit-on ici fièrement et c'est un grand plaisir d'être à Yaoundé – et pas uniquement parce qu'on y ressent encore la liesse qui accompagne la

victoire récente de l'équipe nationale dans les qualifications pour la Coupe d'Afrique des Nations en 2015.

J'effectue ma première visite officielle au Cameroun.

Ce choix est celui de l'amitié, c'est le choix de l'histoire qui nous unit – une histoire forte, incarnée par de grandes figures comme Ferdinand Oyono, éminent écrivain qui fut Ministre de la Culture, ou comme le prêtre Meinrad Hebga dont le combat pour l'humanisme, la dignité humaine touche au cœur de notre mandat.

La relation de l'UNESCO et du Cameroun s'incarne dans la vitalité culturelle de ce pays, portée par Manu Dibango, célèbre dans le monde entier.

Elle s'incarne dans les sites inscrits au Patrimoine mondial, et plus généralement, dans l'énergie culturelle qui mériterait d'être encore davantage reconnue et valorisée, dans la région de la ville de Kribi, ou bien dans le nord du pays, dont les traditions et les savoirs autochtones, et la diversité des langues locales, sont une mine de richesses à partager avec le monde.

Notre relation s'incarne aussi dans le travail du Centre international de Référence Chantal Biya, très actif dans la lutte contre le SIDA, et avec lequel nous avons des liens étroits et que je viens de visiter ce matin.

Cette coopération, si riche, et j'ose dire si amicale, doit nous aider à regarder lucidement les immenses défis devant nous :

- L'urgence du développement, de la lutte contre la pauvreté et les inégalités
- L'insécurité en République Centrafricaine, l'extrémisme au Nigéria, le risque d'Ebola, qui affectent aussi, indirectement, la société camerounaise.

Les virus ne respectent aucune frontière, et face à des menaces qui affectent plusieurs pays, la réponse durable réside dans la coopération, la mise en commun des ressources et des moyens.

Et il est très symbolique que nous inaugurons justement aujourd'hui notre bureau régional de Yaoundé, qui couvre 10 pays d'Afrique centrale. Par ma présence ici, j'ai souhaité affirmer l'importance de notre coopération pour la paix et le développement.

Au moment où les Nations Unies cherchent à définir un nouvel agenda pour le développement mondial après 2015, nous savons que ce programme, pour réussir doit être universel et inclusif, et que chaque pays puisse faire valoir ses attentes, à égalité.

Dans ce nouveau paysage, tous les regards se portent vers l'Afrique, comme le continent de l'avenir, poussée par une dynamique démographique sans précédent, un immense potentiel de développement.

L'UNESCO, par le soutien à l'éducation, par la promotion de la diversité culturelle, par la circulation de l'information, par le soutien à la recherche scientifique, est à vos côtés. L'UNESCO a fait de l'Afrique sa priorité globale parce que tous les enjeux planétaires passent par l'Afrique : réchauffement climatique... lutte contre la pauvreté... développement de la jeunesse... c'est d'abord en Afrique que nous montrerons, ou pas, notre capacité à travailler ensemble. C'est aussi pour cette raison que je voulais être ici, à Yaoundé, et que je m'approprie cette expression camerounaise pour vous dire, mes chers amis : « **On est ensemble !** »



LA SITUATION FINANCIERE ET SOCIALE DE L'UNESCO

Situation financière

La situation financière de l'UNESCO ne s'est pas beaucoup améliorée depuis l'arrêt par les Etats-Unis d'Amérique de leurs contributions statutaires qui représentaient environ 30% du budget de l'Organisation. Pour essayer d'équilibrer son budget, l'UNESCO avait, entre autres, créé un Fonds spécial d'urgence ouvert, à contributions multiples, et procédé à la suppression de postes et de certains avantages. Malgré ces aménagements, la crise perdure.

Cette situation qui justifie l'appel récurrent de la Directrice Générale à la générosité des Etats membres, nuit fortement à la réalisation des programmes de l'UNESCO dont certains sont menacés d'arrêt. C'est le cas pour un programme phare comme « *L'Histoire générale de l'Afrique* ».

Certes, les contributions générées par le Fonds d'urgence ont fortement aidé à l'exécution des programmes, mais il n'en demeure pas moins vrai qu'il s'agissait d'un fonds éphémère, dont le fonctionnement, strictement encadré, est arrivé à expiration. Aujourd'hui, il est question de réaffecter son reliquat à l'exécution des programmes à travers un nouveau fonds intitulé « *Investir pour l'exécution efficace du Programme* ». Il se pose alors la question de savoir par quel nouveau mécanisme l'UNESCO va

renflouer son budget après l'épuisement du reliquat du Fonds d'urgence.

Quoi qu'il en soit, les discussions sont âpres à l'UNESCO concernant le prochain budget. A cet égard, deux thèses s'affrontent au sein du Conseil Exécutif entre d'un côté, la majorité des Etats capitalistes d'Europe qui souhaitent voir adopter un budget réduit auquel devront s'adapter les programmes et, de l'autre côté, la majorité des pays du Sud qui préfèrent une augmentation du budget pour permettre à l'UNESCO d'exécuter ses programmes et conserver les compétences régaliennes de l'Organisation, de plus en plus grignotées par d'autres agences du Système des Nations Unies.

Situation sociale

Elle est assez stable sans doute en raison des licenciements et des affectations des personnels. Mais il y a comme un malaise ressenti par les Etats membres du groupe Afrique, qui estiment que le continent est sous représenté dans les postes de catégorie supérieure. A cet égard, les Etats africains membres du Conseil Exécutif ont demandé à la Directrice Générale de produire une cartographie des postes dans l'organigramme, illustrant l'origine géographique des employés de l'UNESCO.



CONTEXTE ET ENJEUX DE LA 38^{ÈME} SESSION DE LA CONFERENCE GENERALE DE L'UNESCO

L'année 2015 est pour l'Organisation des Nations pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), malgré la crise financière aiguë qu'elle traverse, une année faste, comme en témoigne la multitude d'événements spéciaux organisés à travers le monde. Ce regain de vitalité de l'Organisation est dû à deux facteurs principaux : la célébration du 70^{ème} anniversaire de sa création, le 16 novembre 1945 à Londres ; l'échéance de trois décennies importantes qui ont mobilisé les efforts de cette Organisation depuis 2004. Il s'agit de la décennie de l'Éducation au développement durable; la décennie de l'Éducation Pour Tous (EPT) et la décennie des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). En somme, l'heure est aux bilans à l'UNESCO : bilan des 70 ans d'existence; bilan des décennies placées sous sa responsabilité.

Les résultats mitigés des trois décennies sus-évoquées, de même que la multiplication des catastrophes naturelles, la persistance des conflits et de la violence, les urgences humanitaires et culturelles, ont amené les Nations Unies en général et l'UNESCO en particulier à plancher sur une nouvelle approche du développement qui devrait assurer la pérennité de la paix et le développement durable.

La réflexion menée au sein de l'UNESCO, en collaboration avec les Etats membres, a permis de contribuer à la définition du programme de développement post-2015, à savoir les Objectifs pour le Développement Durable (ODD), adopté en septembre dernier lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York.

Concernant la célébration du 70^{ème} anniversaire de l'UNESCO, elle a commencé le 31 octobre 2014 par une cérémonie grandiose en hommage à l'ancien Président sud-africain Nelson Mandela. Elle s'est poursuivie par des manifestations spéciales organisées aussi bien par l'UNESCO que par les Etats membres. C'est ainsi que l'UNESCO a accueilli à Paris, le 28 avril 2015, sous l'égide du Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-Moon, les chefs de toutes les agences du Système des Nations Unies, venus célébrer avec la Directrice Générale, Mme Irina Bokova, ce 70^{ème} anniversaire.

La tenue de cette 38^{ème} session de la Conférence Générale sera donc couplée, le 16 novembre 2015, à la célébration du 70^{ème} anniversaire de l'UNESCO. Un moment historique important qui va permettre aux dirigeants des Etats membres d'évaluer l'action de l'UNESCO et de présenter leur vision de cette Organisation à l'occasion du Forum des dirigeants.



QUELQUES FAITS SAILLANTS DE LA VISITE DE LA DIRECTRICE GENERALE DE L'UNESCO AU CAMEROUN

(15-16 septembre 2014)

A l'invitation du Président de la République, Paul BIYA, Mme Irina BOKOVA, Directrice Générale de l'Organisation des Nations Unies pour la Science et la Culture (UNESCO), a effectué une visite officielle au Cameroun, les 15 et 16 septembre 2014. Cette visite a permis à la Directrice Générale de l'UNESCO, qui séjournait pour la première fois au Cameroun, de revisiter avec les autorités la coopération riche et pluridimensionnelle que notre pays entretient avec cette organisation depuis 1960.

Le temps fort du séjour au Cameroun de la Directrice Générale de l'UNESCO a été l'audience que lui accordée le Chef de l'Etat, suivie d'un déjeuner offert en son honneur par le Couple présidentiel au Palais de l'Unité, le 16 septembre. Dans le discours qu'il a prononcé lors de ce déjeuner, le Président Paul BIYA a salué l'accompagnement de l'UNESCO dans ses domaines de compétence. Le Chef de l'Etat a en outre appelé au renforcement du rôle de l'UNESCO dans la recherche de la paix face à la multiplication des conflits idéologiques et des foyers de tension.

Pour sa part, la Directrice Générale de l'UNESCO a déclaré que sa visite au Cameroun est « le choix de l'amitié » et de l'histoire qui unit l'UNESCO au Cameroun.

Depuis son élection à la tête de l'UNESCO en 2009, Mme Irina BOKOVA a un préjugé favorable pour le Cameroun, qui se justifie notamment par la politique clairvoyante

de paix et de stabilité que mène le Chef de l'Etat et qui fait du Cameroun un modèle de développement en Afrique. La Directrice Générale de l'UNESCO est également admirative de l'œuvre humanitaire de la Première Dame, Madame Chantal BIYA, en faveur de la jeune fille et des couches sociales vulnérables. Cet engagement social a valu à Mme Chantal BIYA la reconnaissance de l'UNESCO, qui l'a désignée en 2008 Ambassadrice de Bonne Volonté de l'UNESCO pour l'Education et l'Inclusion sociale. Mme BOKOVA a tenu à matérialiser son estime pour le Chef de l'Etat et la Première Dame, ainsi que son attachement au Cameroun à travers une décision forte : l'ouverture à Yaoundé du siège du Bureau Régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale dont elle a procédé officiellement à l'inauguration lors de cette visite officielle.

Un autre moment important de la visite officielle de la Directrice Générale de l'UNESCO au Cameroun a eu lieu au campus de l'Université de Yaoundé I où Mme Irina BOKOVA a reçu le titre de Docteur Honoris Causa en Sciences de l'éducation devant plus d'un millier d'enseignants et d'étudiants enthousiastes et admiratifs. Dans son discours d'acceptation de ce doctorat, Mme BOKOVA a notamment déclaré : « Le Cameroun peut être émergent à l'horizon 2035. Il en a les capacités. »

En conclusion, le Cameroun a été honoré d'avoir reçu sur son sol la visite d'une grande amie.



L'ACTION DE LA DIRECTRICE GENERALE DE L'UNESCO

Mme Irina Bokova, élue en 2009, puis réélue en 2013 aux fonctions de Directrice Générale de l'UNESCO, a placé son action sous le signe de la promotion d'un nouvel humanisme et la mise en œuvre de réformes structurelles visant à décupler l'efficacité et la visibilité de l'Organisation.

Les résultats positifs de son action et son engagement remarquable lui ont valu sa brillante réélection en 2013.

Toutefois, la crise financière persistante, de même que les violations permanentes de la paix, les assassinats de plus en plus nombreux des journalistes, les catastrophes naturelles ou encore la destruction des œuvres culturelles à valeur historique irremplaçable souvent classées au Patrimoine Mondial, sont autant de défis qui interpellent la Directrice Générale de l'UNESCO.

En 2015, Mme Bokova a œuvré sans relâche au déploiement des derniers efforts dans la réalisation des objectifs de l'Éducation Pour Tous (EPT) et s'est investie fortement dans le processus d'intégration des préoccupations de l'UNESCO dans le programme de développement post-2015.

Face à la persistance de la crise financière, la Directrice Générale s'est beaucoup investie dans la recherche des financements extra-budgétaires par un plaidoyer constant en faveur d'un soutien à l'UNESCO de la part des partenaires et des Etats membres, dont elle a rencontré les autorités au plus haut niveau lors de ses visites officielles.

Cette intense activité de la Directrice Générale de l'UNESCO lui vaut cependant quelques reproches de la part de certains membres du Conseil Exécutif pour qui, en période de crise, il faut diminuer sensiblement le nombre de déplacements.

Par ailleurs, les observateurs voient dans sa débauche d'énergie, une pré-campagne pour le poste de Secrétaire Général des Nations Unies. Mme Bokova deviendrait, si elle est élue, la première femme Secrétaire Général de l'ONU, après avoir été la première femme Directrice Générale de l'UNESCO.



TOAST DU CHEF DE L'ETAT A L'OCCASION DU DEJEUNER OFFICIEL OFFERT EN L'HONNEUR DE MADAME IRINA BOKOVA, DIRECTRICE GENERALE DE L'UNESCO

Yaoundé, le 16 septembre 2014

Madame la Directrice Générale de l'UNESCO,

Laissez-moi vous dire combien mon épouse et moi-même, sommes heureux de vous accueillir à l'occasion de votre visite au Cameroun.

Devrais-je rappeler que vous êtes bien chez vous au Cameroun. À la faveur d'une heureuse coïncidence, vous partagez votre nom avec une localité bien connue du sud-ouest du Cameroun. Vous êtes d'ailleurs l'illustre dignitaire de Bokova. Les dépositaires de la tradition vous en ont remis les attributs.

C'est vous redire tout notre plaisir de vous accueillir ici aujourd'hui, Madame la Directrice Générale.

Mesdames, Messieurs,

Comme vous le savez, notre relation avec l'UNESCO est ancienne. Elle date des lendemains de notre accession à la souveraineté internationale, il y a plus d'un demi-siècle. Notre adhésion traduisait notre volonté de rapprochement avec tous les peuples. L'UNESCO, à la fois protectrice et promotrice de l'égalité des cultures, était l'interlocutrice toute désignée.

Nous pouvons nous féliciter du chemin parcouru ensemble. Pour mémoire, je voudrais rappeler le rôle de tout premier plan joué par votre Organisation dans la création, l'animation et le fonctionnement de l'École Normale Supérieure de Yaoundé qui vient de célébrer ses 50 ans.

Tout aussi incommensurable a été et demeure votre accompagnement dans la préservation, la promotion, l'expression et le rayonnement de notre culture. Nous nous souvenons avec fierté de cette belle plaquette consignant les résultats de l'enquête réalisée sous vos auspices sur toutes les danses du Cameroun. Nous n'oublions pas votre assistance lors de la préparation de la participation du Cameroun au premier Festival des Arts Nègres à Dakar et au premier Festival Culturel Panafricain à Alger.

Laissez-moi enfin évoquer la part prise par l'UNESCO dans la restauration des monuments historiques tel le Palais de Foumban et dans la préservation de notre faune, notamment la réserve du Dja. Celle-ci est inscrite, depuis 1987, sur la liste du patrimoine mondial, naturel et culturel de votre Organisation.

Madame la Directrice Générale, Mesdames, Messieurs,

Avec les conflits idéologiques et les foyers de tension qui se multiplient, le rôle de l'UNESCO dans la recherche de la paix, déjà fort louable, est aujourd'hui appelé à se renforcer. Car, il faut bien s'en convaincre, la victoire par les armes ne peut pas seule garantir la paix, une paix durable.

La paix durable ne s'impose pas, elle se construit et se vit quotidiennement par l'acceptation de l'autre et la tolérance qui conduisent au dialogue et le favorisent. Toutes ces vertus sont bel et bien la raison d'être de l'UNESCO.

Le préambule de son acte constitutif le proclame avec force, Je cite :

« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». Fin de citation.

Madame la Directrice Générale,

La préservation de la paix passe aussi par la lutte contre les inégalités et la pauvreté.

Vous le savez bien puisqu'en 2009, vous avez placé votre premier mandat sous le signe de la promotion d'un « nouvel humanisme »; un humanisme fondé sur la solidarité et axé sur l'épanouissement de l'homme, de tout l'homme et de tous les hommes.

Vous avez accordé la priorité aux programmes de développement des pays africains. C'est aussi à vous qu'on doit la réorganisation géographique et opérationnelle des services de l'UNESCO. Par la création de cinq Bureaux régionaux en Afrique, vous avez rapproché votre Organisation des populations et rendu votre action perceptible à la conscience de celles-ci.

Le Cameroun apprécie hautement votre appui dans vos divers domaines de compétence et nous sommes certains que votre visite va contribuer à densifier notre coopération tridimensionnelle.

Je voudrais à cet égard saluer, pour m'en féliciter, l'ouverture au Cameroun d'une importante représentation de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale. Conformément aux instructions que je lui ai données, le Gouvernement a pris toutes les dispositions pour faciliter son installation et en garantir le bon fonctionnement.

Madame la Directrice Générale, Permettez-moi de terminer par où j'aurais dû commencer mon propos. Je voudrais vous féliciter, chaleureusement, pour votre réélection à la tête de l'UNESCO. Je voudrais saluer la maîtrise et le talent avec lesquels vous vous dévouez au service de l'humanité.

Mesdames et Messieurs,

Mon épouse et moi-même vous invitons à présent, à lever vos verres en l'honneur de Madame Irina BOKOVA, Directrice Générale de l'UNESCO, au succès de sa mission au service de la paix et à la pérennité de la relation Cameroun UNESCO.

Je vous remercie.



LE CAMEROUN AU SEIN DE L'UNESCO

L'activité du Cameroun est bien visible au sein de l'UNESCO. Une visibilité due en partie à la présidence du Groupe Afrique par notre pays.

Le Cameroun s'est également illustré par sa contribution financière aux travaux de réfection de la salle du Conseil Exécutif et sa prestation remarquable à l'occasion de la Semaine africaine de l'UNESCO en mai 2015.

Candidatures aux organes et comités de l'UNESCO pour 2015

Depuis son entrée à l'UNESCO, le Cameroun a plusieurs fois obtenu la confiance des Etats membres dans la quasi-totalité des postes.

En 1968, le Cameroun a assuré la présidence de la 15^{ème} session de la Conférence Générale à travers M. Aurélien Eteki Mboumoua.

En 2013, le Cameroun a présidé le Comité de vérification des pouvoirs de la 37^{ème} session de la Conférence Générale à travers Mme Youssouf Adjidja Alim, Ministre de l'Éducation de Base et Président de la Commission Nationale de l'UNESCO.

Le Cameroun a siégé pendant 20 ans au Conseil Exécutif où il a été représenté par MM. Aurélien Eteki Mboumoua (1962-1968) ; Jean Félix Loung (1980-1985) ; Adamou Ndam Njoya (1985-1989) ; Ebénézer Njoh Mouelle (1995 - 1999) ; Joseph Mboui (2003 2007).

Pour l'année 2015, le Cameroun compte bien continuer à participer activement aux activités de l'UNESCO à travers notamment l'implication personnelle du Chef de l'État et les actions de la Première Dame, Mme Chantal BIYA, en sa qualité d'Ambassadrice de Bonne Volonté pour l'Éducation et l'Inclusion Sociale.

► Candidature au Conseil Exécutif

Sur hautes instructions du Chef de l'État, la candidature du Professeur Ebénézer Njoh Mouelle sera présentée au poste de membre du Conseil Exécutif de l'UNESCO lors de cette 38^{ème} Conférence Générale.

La candidature camerounaise résulte d'une entente négociée en 2011 au sein du Groupe Afrique. Le Cameroun, qui venait de se voir attribuer le siège du Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale, avait procédé au retrait de sa candidature au profit du Gabon. En retour la sous-région s'engageait à

soutenir la candidature camerounaise en 2015.

► **La présidence de la Commission Sciences Humaines et Sociales**

Le Cameroun va présider la Commission des Sciences Humaines et Sociales de la 38^{ème} session de la Conférence Générale. C'est aussi un acquis.

► **Les autres candidatures**

Les candidatures camerounaises ont été soumises aux comités subsidiaires ci-après :

- L'Homme et la Biosphère (MAB) ;
- Le Programme pour la Gestion des Transformations Sociales (MOST) ;
- Le Programme International pour le Développement de l'Information (PIDC) ;
- Le Comité Intergouvernemental pour l'Education Physique et le Sport (CIGEPE).

La présidence camerounaise du Groupe Afrique

Depuis janvier 2015, le Cameroun préside pour le compte de l'année 2015, le groupe des pays africains à l'UNESCO. Notre pays a ainsi accédé une position privilégiée qui contribue à accroître sa visibilité au sein de cette organisation. Cette position enviable pourrait jouer en faveur des candidatures camerounaises aux différents postes.

Les Camerounais de l'UNESCO

Le Cameroun a bénéficié d'une bonne représentation dans les catégories des cadres au sein de l'UNESCO. Mais après certains départs à la retraite, un seul Camerounais occupe actuellement un poste de directeur. Il s'agit de M. Lazare Eloundou, Directeur du Bureau UNESCO à Bamako au Mali. Une quinzaine d'autres Camerounais travaillent au siège de l'UNESCO à Paris.



LE FORUM DES DIRIGEANTS DE LA 38^{EME} SESSION DE LA CONFERENCE GENERALE DE L'UNESCO

Le Forum des dirigeants est une plateforme internationale de réflexion et de débat créé en 2011 au sein de la Conférence Générale de l'UNESCO pour susciter au plus niveau, une inspiration et des orientations en vue des actions futures de l'Organisation. Ce forum en sera cette année à sa troisième édition, après 2011 et 2013.

Le Forum des dirigeants rassemble de manière générale, les Chefs d'Etat et de Gouvernement autour d'une thématique d'intérêt stratégique et interdisciplinaire en vue de proposer des solutions novatrices, voire révolutionnaires ainsi que des moyens nouveaux pour faire face aux problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des programmes dans les domaines de compétence de l'UNESCO.

Contexte du Forum de 2015

Le Forum des dirigeants de la 38^{ème} Conférence Générale revêt un intérêt particulier parce qu'il se tient au moment où l'UNESCO célèbre avec faste le 70^{ème} anniversaire de sa création, le 16 novembre 1945 à Londres.

L'UNESCO a voulu faire de cet anniversaire un événement d'une haute importance pour permettre aux dirigeants des Etats membres, de jeter un regard rétrospectif et prospectif sur les activités de l'Organisation. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement pourront ainsi donner leur point de vue sur l'actualité et la pertinence des dispositions de l'Acte Constitutif de l'UNESCO face à la montée des extrémismes et de la

violence, la multiplication des conflits et des catastrophes naturelles.

D'une manière générale, le Forum des dirigeants de l'UNESCO se tient dans un contexte marqué par la persistance de la violence à travers le monde à cause de l'insatisfaction des besoins fondamentaux de la majorité de la population.

En effet, si la mondialisation poussée, notamment par les TIC, a permis un rapprochement sans précédent des peuples et des cultures, ainsi qu'un développement remarquable des Etats grâce aux progrès partagés de la science et de la technologie, il n'en demeure pas moins vrai que l'on assiste à la montée en puissance de la violence, l'intolérance, l'exclusion, etc. A ces effets pervers de la mondialisation, s'ajoutent le problème de dérèglement climatique et la multiplication des catastrophes naturelles.

Le Forum des dirigeants qui intervient quelques semaines après l'adoption par les Nations Unies des Objectifs pour le Développement durable, est l'une des toutes premières rencontres des décideurs mondiaux.

Par ailleurs, la proximité de la 21^{ème} Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 21), prévue à Paris du 30 novembre au 1^{er} décembre 2015, est une opportunité pour l'UNESCO de rechercher des pistes pour se projeter efficacement dans la lutte contre les dérèglements climatiques.

Date, thématique et conduite du Forum

Le Forum des dirigeants de la 38^{ème} session de la Conférence Générale de l'UNESCO se tiendra du 16 au 18 novembre 2015. Le choix de ces dates est motivé par la volonté de la Directrice Générale, Mme Irina Bokova, de faire coïncider le début du forum avec la célébration du 70^{ème} anniversaire de l'adoption de l'Acte Constitutif de l'UNESCO.

Contrairement aux forums de 2011 et 2013, il n'y a pas de thématique arrêté. Les organisateurs attendent des décideurs qu'ils expriment leur vision concernant la place de l'UNESCO sur la scène internationale, 70 ans après sa création, et sur la mise en œuvre de l'agenda de développement post-2015.

Les travaux du Forum seront dirigés par M. Stanley Mutumba Simataa, Vice-ministre namibien de l'Information et des Technologies de la Communication, en sa qualité de Président de la 38^{ème} Conférence Générale de l'UNESCO. Il sera pour la circonstance entouré de la Directrice Générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova, et du Président du conseil Exécutif de l'UNESCO, M. Mohamed Amir Amir.

Participants au Forum

Selon les informations fournies par l'UNESCO, 24 Chefs d'Etat et de délégation avaient confirmé, au 30 octobre 2015, leur participation au Forum des dirigeants, soit :

- 05 Chefs d'Etat africains (Cameroun, Guinée Equatoriale, Gabon, Mali et Niger) ;
- 03 Chefs d'Etat d'Amérique et des Caraïbes;
- 10 Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Amérique du Nord et de l'Europe ;
- 05 Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Asie et du Pacifique.

Participera également au Forum, Mme Sheika Moza, mère de l'Emir du Qatar, présidente de plusieurs Fondations dont la Fondation qatarie pour l'Education, la Science et le Développement Communautaire.

Enjeu de la participation du Chef de l'Etat au Forum des dirigeants de l'UNESCO

Le Forum des dirigeants est un événement de grande visibilité qui permettra d'assurer au message du Président de la République, S.E. Paul BIYA, une portée mondiale.

La participation du Chef de l'Etat à ce forum sera une occasion idéale de partager l'expérience du Cameroun dans la promotion et la préservation de la paix, la lutte contre l'insécurité entretenue dans la région de l'Extrême-Nord par le groupe terroriste Boko Haram et dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est par d'autres bandes armées étrangères à cause de l'instabilité en RCA.

Ce forum est aussi une occasion pour le Président de la République de proposer des idées innovantes et de démontrer son engagement dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'Acte Constitutif, des décisions et des programmes de l'UNESCO.

Le forum sera également le couronnement d'une intense activité marquée notamment par la visite au Cameroun de la Directrice Générale de l'UNESCO, Mme Irina BOKOVA, les 15 et 16 septembre 2014.

En conclusion, la participation du Chef de l'Etat du Cameroun, vivement attendue par l'UNESCO, sera hautement symbolique car le Président Paul BIYA est considéré comme un Sage de l'Afrique. L'UNESCO y voit un soutien de taille, de la part d'une Personnalité continentale de premier plan, capable d'entraîner une plus grande adhésion des autres Chefs d'Etat africains à la cause de l'Organisation. Un tel soutien est d'autant plus appréciable que l'UNESCO est toujours confrontée à une crise financière aiguë.



CHANTAL BIYA, UNE AMBASSADRICE AU SERVICE DES IDEAUX DE L'UNESCO

Depuis sa nomination, le 14 novembre 2008, comme Ambassadrice de Bonne Volonté de l'UNESCO pour l'éducation et l'inclusion sociale, la Première Dame du Cameroun, Chantal BIYA, mène plusieurs projets en faveur des jeunes de son pays et du Burundi.

La distinction remise à Mme Chantal BIYA par l'ancien Directeur Général de l'UNESCO, Monsieur Koïchiro Matsuura, apparaît à maints égards comme le couronnement de son engagement social et l'épanouissement intégral de l'homme au Cameroun et en Afrique.

La première action de la Première Dame du Cameroun remonte à 2008 avec la création de la Chaire UNESCO à l'Université de Buea, dans la région du Sud-Ouest. Grâce aux dons qu'elle offre, cette Chaire va connaître son démarrage effectif.

En 2009, Mme Chantal BIYA soutient la production d'un ouvrage intitulé **«Sale gosse»**, consacré à la lutte contre la maltraitance des enfants dans le monde. Le siège de l'UNESCO à Paris abrite alors le vernissage d'une exposition photos sur le sujet, œuvre du photographe François Perri. Cet évènement entre en droite ligne de la

célébration du 20^{ème} anniversaire de la commémoration de la Convention relative aux droits de l'Enfant.

Au cours de l'année 2010, Mme Chantal BIYA publie l'ouvrage éducatif intitulé, **«Le Chemin parcouru»**. Cet ouvrage offre à la jeunesse camerounaise une grille d'apprentissage des grandes étapes, souvent ignorées, de l'histoire de notre pays. C'est la contribution de la Première Dame à la célébration des cinquantièmes de l'indépendance et de la réunification du Cameroun.

La Première Dame produit également 10.000 coffrets d'un jeu de cartes, baptisé **«Tous Citoyens»**. Les sujets abordés portent sur l'histoire du Cameroun, les valeurs et symboles de la République, l'organisation de la vie sociale, le respect des autres et de leurs différences, la protection de l'environnement, etc.

Il s'agit d'un jeu qui permet aux jeunes de se divertir en apprenant. Cette campagne d'éducation à la citoyenneté donne lieu, à l'occasion de la célébration de la 49^{ème} édition de la Fête Nationale de la Jeunesse, à une grande compétition organisée à Yaoundé du 1^{er} au 8 février 2015, sous le haut patronage de la

Première Dame. Cette compétition, qui regroupe 20 jeunes issus des meilleurs établissements scolaires des dix régions du Cameroun, est destinée à promouvoir l'excellence en milieu scolaire et à améliorer le niveau de connaissances de la jeunesse camerounaise.

Mme Chantal BIYA est aussi marraine nationale de l' « **opération MIJEF 2035** ». Exécuté avec le soutien de l'Institut Africain d'Informatique (IAI), représentation du Cameroun, le projet vise à former un million de jeunes, femmes et enfants à l'utilisation de l'outil informatique et de l'Internet d'ici 2035. Un faisceau d'actions entrant dans le sillage des idéaux défendus par l'UNESCO.

L'action de l'Ambassadrice de Bonne Volonté de l'UNESCO s'étend au-delà des frontières nationales. En 2012, Mme Chantal BIYA soutient un programme de formation des jeunes filles au Burundi. L'objectif est de renforcer le rôle crucial de l'éducation dans la maturation humaine.

L'UNESCO ET LE CENTRE INTERNATIONAL DE REFERENCE CHANTAL BIYA (CIRCB)

Inauguré le 23 février 2006, à l'initiative de la Première Dame du Cameroun, le Centre International de référence Chantal BIYA pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA (CIRCB) est un fleuron de la coopération avec l'UNESCO. Celle-ci est au rang des institutions majeures qui ont œuvré à la création du CIRCB à travers le Projet **Families First Africa**, dont la finalité est la mise sur pied d'un vaccin thérapeutique contre le VIH/SIDA.

Le centre de documentation et de

la communication (CDC) du CIRCB a bénéficié de l'appui du bureau de l'UNESCO au Cameroun pour la mise en place initiale de son espace numérique et de sa bibliothèque en février 2008. En 2013, l'UNESCO a de nouveau renforcé le parc informatique du CDC par un don d'ordinateurs.

L'UNESCO est également partenaire du CIRCB aux côtés du Ministère de l'Education de Base et du Ministère des Postes et Télécommunications dans le cadre du projet national de sensibilisation de la communauté éducative sur la lutte contre les IST-VIH/SIDA en milieu scolaire, baptisé « Vaccin social ». Un projet engagé depuis 2009 sous le haut patronage de la Première Dame du Cameroun, Madame Chantal BIYA. Il vise à développer chez les enseignants camerounais des compétences destinées aux élèves afin qu'ils adoptent des comportements leur permettant de prévenir les infections sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA.

Dans le cadre du renforcement de cette coopération fructueuse, le CIRCB postule pour devenir un Centre de catégorie 2 de l'UNESCO, ce qui lui permettra de renforcer son action au niveau sous-régional.

Lors de sa visite officielle au Cameroun en septembre 2014, Mme Irina Bokova, parlant de « *la vitalité* » de la relation d'amitié entre l'UNESCO et le Cameroun, a reconnu que « *Notre relation s'incarne aussi dans le travail du Centre International de référence Chantal BIYA, très actif dans la lutte contre le SIDA, et avec lequel nous avons des liens étroits ...* »

Visitant le CIRCB, en effet, la Directrice Générale de l'UNESCO a pu apprécier à sa juste valeur le travail qui y est effectué ainsi que l'engagement de sa promotrice, Mme Chantal BIYA :

« Je suis très fière de l'implication de l'UNESCO dans les merveilleux projets menés au sein du CIRCB. Je suis également fière de notre Ambassadrice de Bonne Volonté pour l'éducation et l'inclusion sociale, Madame Chantal BIYA que j'ai rencontrée à plusieurs reprises. Je sais tout au sujet de son action dans les domaines de l'éducation, la lutte contre la pauvreté, la prévention du VIH/SIDA et de toutes ses œuvres en faveur des couches défavorisées. Je suis impressionnée par le fait que l'UNESCO soit partie prenante dans les projets qui sont mis en œuvre au CIRCB. Nous continuerons à travailler ensemble ».

Brève présentation du CIRCB

Le CIRCB est le résultat d'un immense plaidoyer initié par les Premières Dames d'Afrique, à travers l'ONG Synergies Africaines créée par Mme Chantal BIYA, en direction d'un certain nombre de partenaires, à savoir les gouvernements camerounais et italien, la Fondation Mondiale Recherche et Prévention Sida, l'UNESCO, l'Institut de Virologie Humaine. Il a pour objectif général la recherche sur la prévention et la prise

en charge du VIH/SIDA.

Ses missions sont la recherche, la santé publique, les essais cliniques, la formation. Le but est non seulement d'améliorer la prise en charge des malades, mais aussi d'apporter un appui aux programmes initiés par le Ministère de la Santé Publique au Cameroun.

Le CIRCB est une institution de recherche pluridisciplinaire, à vocation régionale et internationale. Il est implanté à Yaoundé et rattaché au Ministère en charge de la Santé Publique. Il entend participer à l'élan global de la communauté internationale pour accélérer les connaissances et la qualité des soins et services destinés aux personnes infectées et affectées par la pandémie du SIDA.

Le label CIRCB est davantage ancré sur son conseil scientifique, présidé par le Pr Luc Montagnier (codécouvreur du virus du SIDA), qui regroupe d'éminents professeurs du monde de la médecine, de la science et de la recherche.